

23 septembre journée nationale d'action dans le secteur de l'aide à la personne.



23 septembre journée nationale d'action dans le secteur de l'aide à la personne.

Mobilisation générale des professionnels de l'accompagnement, de l'aide et des soins à domicile pour :

- L'amélioration immédiate des rémunérations de toutes/tous les professionnels
- Des conditions de travail dignes et la reconnaissance de la pénibilité du métier, avec de vraies dispositions pour la prévenir et la réparer
- Des recrutements massifs et des formations qualifiantes pour pallier les besoins de la population et pour soulager des professionnels épuisés par les efforts fournis durant ces derniers mois

Pour le secteur lucratif de l'aide à domicile :

- La revalorisation des salaires conventionnels de 1€/h
- Le paiement des inter-vacations comme temps de travail effectif
- Le remboursement des frais kilométriques à hauteur de 0,50cts/KM

Pour le secteur associatif de l'aide, de l'accompagnement et maintien à domicile :

- L'augmentation des frais kilométriques, et la prise en charge de tous les frais professionnels
- l'augmentation du temps de travail pour les salariés qui le souhaitent
- Un vrai déroulement de carrière

Pour le secteur public :

- Un dégel immédiat du point d'indice avec rattrapage de la perte du pouvoir d'achat cumulée depuis une décennie
- La revalorisation des grilles indiciaires
- Des recrutements statutaires à temps plein répondant aux besoins de la population et la titularisation des précaires
- Un vrai déroulement de carrière

Pour les aides à domicile du secteur non lucratif de la santé privée et de l'action sociale :

- Le versement de la prime SEGUR de 183€ nets quel que soit leur lieu de travail
- L'amélioration des garanties conventionnelles
- La reconnaissance de la pénibilité du métier

Après la longue période des confinements successifs qui ont démontré, s'il le fallait, la nécessité des missions des aides à la personnes, les personnels revendiquent des moyens supplémentaires pour pouvoir travailler dignement avec de bonnes conditions de travail.

Après plus d'une année de sacrifices, d'engagement auprès des publics les plus fragiles souvent en perte d'autonomie et malgré les promesses du Président de la république, le constat reste toujours le même. Des salaires et des conditions de travail déplorables, une absence de reconnaissance du métier et du rôle indispensable pour une société inclusive et solidaire. Des milliers de professionnels subissent aujourd'hui une précarité inacceptable et incompatible avec l'exercice de missions d'utilité publique.



IMG_0109.JPG